

A QUI PROFITE LE CRIME ?

Au lendemain du passage au canon de la loi VALLS - GATTAZ - BERGER, les manifestants étaient au rendez-vous Place Denfert Rochereau pour se rendre à proximité de l'Assemblée Nationale. Pour complaire au gouvernement, les chiffres officiels du Ministère de l'Intérieur sur une mobilisation qui s'essouffle, n'ont pas suffi pour que 50 000 travailleurs soient dans les rues de Paris. Une détermination renforcée encore par ce déni de démocratie qu'est l'utilisation du 49-3. Un rejet profond d'une politique aux ordres de l'Union Européenne, de la Banque Centrale Européenne et du FMI. Une détermination s'appuyant sur le fait que les travailleurs constatent de jour en jour la dégradation de leurs conditions de vie dans le même temps où ce gouvernement engage 47 milliards en direction du patronat pour leur allègement de charges. Il engage ces 47 milliards qu'il ponctionne aux services publics, à la politique de santé, de l'école etc...etc...afin d'entrer dans les clous fixés par Bruxelles pour le « dégonflement » du déficit budgétaire.

Il n'y a pas d'essoufflement. Il y a une grande détermination pour obtenir le retrait du projet de loi.

Cette manifestation a souffert une nouvelle fois de « groupes de casseurs organisés » qui ont par tous les moyens essayé de la casser en s'en prenant aux manifestants, aux journalistes, au service d'ordre des organisations syndicales.

La fin de la manifestation - Place Vauban - a particulièrement été marquée par des violences non connues jusqu'à présent. Il faut tout d'abord se poser la question de savoir pourquoi la police a quitté au pas de course la manifestation en laissant « les casseurs » aggraver le service d'ordre des organisations syndicales qui ont dû faire face pour protéger nos manifestants à des jets de pavés, de pierres, de barres de bois et même de lancers d'armes blanches.

Scandaleux qu'ils aient pu s'équiper, tout de noir vêtu, masqués et casqués, dans certains cas derrière des cordons de police !

Scandaleux que cette violence conduise à ce que 10 camarades de la CGT et 3 de FO aient été blessés,

certain d'entre eux conduits à l'hôpital ! 1 journaliste également s'est retrouvé dans la même situation.

Qui sont-ils ? Qui les guide ? Que recherchent-ils ?

Une chose est certaine, ni eux ni d'autres n'empêcheront que nous poursuivions notre combat contre ce projet de loi et en obtenions son retrait.

Ce sera le cas, le 17 mai où nous manifesterons entre la Place de l'Ecole Militaire en direction de Matignon.

Ce sera le cas, le 19 mai où nous manifesterons entre la Nation et la Place d'Italie.

Ce sera le cas, le 16 mai où nous soutiendrons et nous nous engagerons dans la grève reconductible des routiers.

Ce sera le cas, le 18 mai avec les camarades cheminots, d'EDF et d'autres.

Pour nous, rien n'est exclu - les assemblées générales décideront de la reconduction des grèves et une manifestation nationale peut se réaliser pour amplifier le mouvement et la grève.

Rien ne nous empêchera d'avancer - Rien ne nous empêchera de poursuivre notre combat pour le retrait.

Il faut cependant affirmer que ce gouvernement porte et portera la lourde responsabilité des violences que nous vivons.

L'obstination à ne pas retirer le projet de loi simplement pour affirmer qu'ils veulent réformer et qu'ils sont « fermes » ne conduit qu'à l'affrontement.

71% des Français sont opposés à ce projet de loi

81% des Français sont opposés au 49-3

75% des Français considèrent bien que la lutte des classes est toujours d'actualité.

Paris, le 13 mai 2016